

Des faits plutôt que des mythes N° 27 / 20. avril 2016

Que coûte l'isolement ?

Partie II : Le contrôle des frontières

Par Tobias Eule, Université de Berne

Dans la deuxième partie de la série concernant les tentatives d'isolement des États occidentaux, il est question du renforcement des contrôles de la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Le thème est actuellement beaucoup discuté en cette période des primaires en vue de l'élection présidentielle. Un candidat propose même de sécuriser la frontière au moyen [d'un mur d'une hauteur de dix mètres](#). En faisant abstraction de [l'absurdité de cette idée](#), il vaut toutefois la peine de comparer les énormes moyens mobilisés pour fermer la frontière aux résultats obtenus.

Tentative d'isolement de la frontière américaine méridionale

La migration irrégulière de l'Amérique latine vers les États-Unis est une tradition. Tout comme la constatation scientifique que celle-ci [ne peut pas](#) être [supprimée](#), d'autant plus que les sans-papiers représentent une grande partie des salariés américains. Jusqu'au début des années 90, une perméabilité relative des frontières entre les États-Unis et le Mexique était tolérée. Cela a changé sous la présidence de George W. Bush. Entre 2000 et 2012, le budget de la protection des frontières a été [quasiment quadruplé](#) – il correspond maintenant à un montant annuel de [quatre milliards de dollars US](#). Entre temps, près de 20'000 gardes-frontières ont été réquisitionnés, dont 90% pour la frontière méridionale des États-Unis. À côté du personnel supplémentaire et des investissements dans la technologie de surveillance, une [clôture](#) de plus de 1000 kilomètres a été construite, ce qui couvre à peu près un tiers de la frontière totale.

Ces mesures sont-elles légales ?

Elles sont à tout le moins très problématiques. Lors de la construction de la clôture frontalière, plus de 1000 lois ont dû être [abrogées](#) d'un coup de main et les terres de nombreux propriétaires concernés confisquées. Selon [Amnesty International](#) et le [Border Network for Human Rights](#), la militarisation de la frontière pousse les gardes-frontières à agir avec violence, ce qui contraint les immigrants à tenter de dangereuses traversées frontalières. Ceci a engendré un grand nombre de morts. De nombreux [réfugiés des États d'Amérique latine en crise](#), comme El Salvador, le Honduras et le Guatemala, ne parviennent plus à passer la frontière et sont refoulés vers le Mexique. Depuis là, ils risquent d'être renvoyés dans leur pays d'origine bien qu'ils, et plus [particulièrement les femmes](#), y subissent des violences politiques systématiques. Par ailleurs, les communes situées [des deux côtés de la frontière](#) payent un lourd tribut à cette politique.

Les mesures fonctionnent-elles ?

Non. Même si le nombre de passages illégaux de la frontière a [fortement diminué](#), 400'000 entrées illégales ont été enregistrées annuellement. Selon l'estimation du [National Research Council](#), le nombre réel est d'environ quatre fois supérieur. En admettant que ces chiffres soient corrects, cela signifierait que les États-Unis dépensent en ce moment près de quatre milliards de dollars par an pour réduire à 1,6 million le nombre de traversées frontalières illégales. De surcroît, le renforcement de la frontière s'avère totalement inefficace par rapport aux

« overstayers », qui ont un visa qui leur permet une entrée légale, mais qui restent dans le pays au-delà de sa date de validité. D'après les rapports officiels, ils représentaient [un demi-million de personnes](#) aux États-Unis en 2015.

Quelles leçons l'Europe peut-elle en tirer ?

La fermeture des frontières est absolument inefficace. Si les États-Unis doivent tolérer 1,6 million d'entrées illégales malgré un projet extrêmement onéreux et hautement militarisé, les tentatives d'isolement de l'Europe en fermant la frontière ouest des Balkans, qui est de longueur similaire, n'ont quasiment pas de chance de succès. Les gouvernements européens feraient mieux de s'accommoder de la perméabilité inévitable des frontières plutôt que de s'exposer à des tentatives d'isolement de l'Union Européenne, qui sont vouées à l'échec.